



CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption



Gratuit / Free

Perception de la corruption

L'INDICE MADE IN CAMEROON RENDU PUBLIC

L'enquête conduite en 2015 et publiée dans le rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun en 2017, visait l'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption.

Les résultats de l'enquête présentent une photographie des forces et limites de l'administration camerounaise en matière de lutte contre la corruption et de promotion de la bonne gouvernance de 2011 à 2015. Elle a questionné toutes les conditions d'une gouvernance favorable à l'éradication de la Corruption : incitation des agents à plus de probité, efficacité des administrations, conditions de travail des agents et employés, répressions des actes de corruption entre autres.

L'étude a consisté dans un premier temps à l'exploitation des rapports des administrations, des textes législatifs et réglementaires de lutte contre la corruption, les stratégies visant l'amélioration de la gouvernance, les politiques publiques, les discours du Président de la République sur la lutte contre la corruption etc. Par la suite, la collecte des données s'est faite auprès de 8 209 usagers repartis sur l'ensemble du territoire national. Chacun a été approché au sortir d'une administration et interrogé, sur la base d'un questionnaire,



sur son appréciation du secteur, de l'activité, de l'accueil, d'éventuels cas de corruption vécue pour l'accès aux services et bien d'autres questions intermédiaires. Le dépouillement des données a permis de classer les

administrations et les corps de métier sur une échelle des plus corrompus aux moins corrompus. C'est ainsi que le Ministère des Marchés Publics occupe la tête des administrations les plus corrompus, suivi du Ministère des Fi-

nances et des juridictions du Ministère de la Justice. Quant aux corps de métier, les personnels de la police, de la Justice et de la gendarmerie nationale occupent les trois premières places du classement.

L'enquête est allée plus loin, en évaluant les administrations publiques sur les critères d'efficacité comme les délais de traitement de dossiers, la demande des pièces fantaisistes, le respect de l'éthique et de la déontologie, le traitement des dossiers par ordre d'arrivée, le mécanisme de suivi des dossiers. Elle conclut qu'en général, entre 2011 et 2015, la corruption a reculé de 0,73 point au Cameroun. Mieux encore, l'indice de perception de la corruption (IPC CAM), issu de cette enquête, est adossé sur des détails qui soulignent clairement les faiblesses des différents secteurs évalués, de sorte que chaque administration peut s'ajuster, le cas échéant, en se référant à cette évaluation qui traduit l'opinion des camerounais sur les institutions de la République et les acteurs qui les animent.

RAPPORT CONAC : LES CONTREVÉRITÉS DE CONGELCAM

Indexé dans le Rapport sur l'état de lutte contre la corruption au Cameroun en 2017, l'entreprise a engagé une campagne de désinformation des Camerounais et dénigrement de la CONAC.

ALLÉGATIONS DE CONGELCAM	LES FAITS
Aucune mission d'enquête, de contrôle et d'investigation de la CONAC n'a été menée à CONGELCAM	Une mission de la CONAC s'est déployée sur le terrain du 17 février 2014 au 14 mars 2015
Non-respect du principe du contradictoire dans le déroulement de l'enquête de la CONAC	<ul style="list-style-type: none"> Prise de contact de la CONAC avec des responsables de CONGELCAM Audition des responsables et transitaires de CONGELCAM S.A ci-après : M. NGOUCHINGHE Sylvestre, DG M. SAH, DRH M. DJOUMESSI EMMANUEL, ancien DAF et DG CITTMA M. MBEMO, DG SAPEM. Transmission de plusieurs demandes d'informations à CONGELCAM contre décharges.
CONGELCAM a régulièrement payé des impôts et taxes divers de l'année 2017	L'enquête de la CONAC ne concerne pas l'année 2017 mais plutôt la période 1997-2005
CONGELCAM n'a pas payé la taxe sur ses importations, celle-ci ayant été suspendue par l'Etat, sur les produits de première nécessité pour faire face à la vie chère.	Cette suspension était survenue en 2008 or l'enquête de la CONAC couvre la période 1997-2005.

CONGELCAM : NOT THE FIRST TIME

CONAC detects faults in CONGELCAM'S business operations again.

In its 2017 status report on the state of the fight against corruption in Cameroon, CONAC's "Control Mission to verify customs and taxation fraud acts, illegal transfers of capital, corrupt practices and misappropriation of State Funds charges against company C. and its General Manager", stated that the financial loss recorded by the State from CONGELCAM amount to 32 070 273 799 FCFA. This sum is deduced from custom and tax fraud acts, illegal transfers of capital, corruption practices and misappropriation of State funds.

This, however, is not the first time CONAC has found CONGELCAM wanting in its business operations. In September 2015, an anonymous denunciation forwarded to CONAC on CONGELCAM's illicit activities, necessitated the deployment of CONAC's investigators to the field to verify alle-

gations that the company was selling rotten fish that did not meet with the respect of veterinary norms. In the company of MINEPIA's sanitary and veterinary officials, CONAC's investigators uncovered a network of rotten fish marketing, supplied by CONGELCAM.

In Douala, 2020kg of fish was confiscated, 189 seized in Limbe and 70kg was impounded from four different cold stores all attesting, with authentic receipts, to have been supplied by CONGELCAM. The certificates of seizure and condemnation from MINEPIA warranted the destruction and incineration of the produce.

It should be noted that in the course of the "rotten fish investigations", CONGELCAM locked its warehouses, denying CONAC access for the verification of the stock of fish therein contained.

**BE THE CHANGE YOU WANT TO SEE IN CAMEROON.
DENOUNCE ALL ACTS OF CORRUPTION TO CONAC**

INTENSIFICATION DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION EN 2019

En recevant les vœux de nouvelle an du personnel du Secrétariat Permanent de la CONAC, le 31 Janvier 2019, le Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS, à indiqué que la lutte contre la corruption sera intensifié en 2019.



La cérémonie de présentation des vœux, dans la salle des huis clos du Palais des Congrès de Yaoundé, était l'occasion pour le Secrétariat Permanent de la CONAC de faire le bilan des activités de l'année écoulée et de présenter les perspectives pour l'avenir. Dans sa communication, le Secrétariat Permanent est revenu sur l'abondante actualité ayant marqué l'année 2018 à la CONAC en précisant le contexte international particulier où l'Union Africaine avait dédié l'année à la lutte contre la corruption autour de la thématique « vaincre la corruption : une option viable de transformation de l'Afrique ».

Au chapitre des faits marquants de l'année 2018 se retrouvent la publication du 8e Rapport sur l'état de la lutte contre la corruption au Cameroun avec la grande innovation de l'Indice National de perception de la corruption au Cameroun (IPC Cam), qui a classé les Administrations les plus corrompues au Cameroun ; la conduite

de plusieurs enquêtes et investigations pour débusquer et traquer les cas de corruption avec en prime, le respect de la présomption d'innocence et le principe du contradictoire. Par ailleurs, pour ce qui est de la prévention et de la communication, la CONAC s'est dotée d'une ligne verte, le 1517, à travers laquelle les dénonciations reçues ont permis de relever l'existence de plusieurs insuffisances structurelles, réglementaires et même législatives dans certains secteurs de la vie nationale. De même qu'elle a également permis le déploiement sur le terrain d'interventions rapides avec des résultats palpables et mesurables.

Par ailleurs, on retient aussi que la CONAC a organisé plusieurs caravanes de sensibilisation auprès des jeunes, des femmes et des travailleurs tandis que d'autres l'ont été dans diverses Régions du pays dans le cadre de l'aposition de plaques anti-corruption sur les façades des bâtiments administratifs. La

CONAC a poursuivi l'information des masses sur les grands enjeux de la lutte contre la corruption à travers la diffusion dans les médias de plusieurs magazines de sensibilisation dans les deux langues officielles, avec au total 131 émissions d'ESPACE CONAC radio et télé ; la production et la distribution gratuite de plusieurs documents et supports de communication dont 136.000 exemplaires de la NEWSLETTER ; 10.000 calendriers de poche ; 50.000 flyers ; 5.000 T-shirts ; 2.600 casquettes ; 4.000 sacs brandés ; 3.000 plaques en PVC comportant le message « le service public est gratuit ».

La CONAC a aussi déployé ses activités de prévention en milieu rural dans le cadre des Campagnes « Exploitations forestière sans corruption » avec pour finalité le rapprochement de la CONAC des populations à travers la sensibilisation des acteurs des différentes filières et l'identification des problèmes qu'elles rencontrent. La cam-

pagne «Rentrée scolaire, sans corruption», a été l'occasion de la mise en place d'une veille pour mener des actions par voie d'interventions rapides dont les résultats n'ont pas tardé à porter leurs fruits suites aux nombreuses dénonciations reçues à travers le numéro vert.

Dans le cadre de l'élection présidentielle du 07 Octobre 2018, la CONAC a organisé une campagne de prévention dénommée « Election sans corruption » dans le but de sensibiliser les acteurs engagés dans le processus électoral. Des équipes de la CONAC sont descendues sur le terrain dans les villes de Yaoundé et de Douala. Un Rapport a été produit. Des recommandations ont été formulées pour une exploitation future par les différents acteurs lors des prochaines échéances électorales.

La CONAC a procédé aussi au lancement et à l'évaluation de la 10e série des IRR, à la création d'une dizaine de Cellules de Lutte Contre la Corruption dans

les Entreprises et Etablissements Publics ainsi que dans 360 Mairies et Communes, au renforcement des capacités d'une vingtaine de Cellules de Lutte Contre la Corruption et de plusieurs Clubs d'intégrité. En matière de coopération avec les Organisations Internationales, en 2018, la CONAC a participé à plusieurs séminaires, colloques et sommets internationaux et renforcé les capacités ainsi que les compétences de son personnel, augmenter ses effectifs et remplir ses obligations contractuelles.

Dans son allocution, le Président de la CONAC a réitéré que la réussite dépend des efforts conjugués de tous. Il a précisé que la lutte contre la corruption n'est pas un long fleuve tranquille ; les tigres et les mouches ne cesseront de rugir ou de s'agiter. Selon Lui, les employés de la CONAC doivent rester calmes face à ces situations et surtout d'avoir une conduite exemplaire.

S
Yaour
Janua
of CC
MASS
nitor
preve

«
gueur
Prési
Excell
notam
pied, l
velle é
quelle
ferme
comba
casion
06 jan
'Unité
année
ganisa
munic
possib
Dan
nance
tée en
du 11
transp
nance
publiq

T
tivité
merc
Mun
in 20
the C
Dieu
ded
and
to th
mad
08,
dien
of th
(UPC
Th
cret
POC
seek
UPC
fight
room
man
inter
party
mun
units

CONAC'S PROJECTIONS FOR 2019

The Chairman of the National Anti-Corruption of Cameroon, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, resolves for unrelenting efficacy in the fight against corruption.

Speaking on the occasion of the Presentation of New Year wishes at the Centre on January 31, 2019, the Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS said "...we will more keenly, through actions of prevention and investigations to

ensure that the resources transferred to councils are managed in strict respect of the law and within the mission prescribed for our Institution."

Outlining the agenda for the year, the Chairman cited monitoring legislative and municipal elections, reinforcing cooperation

with the civil society and the private sector (Business Coalition for Good Governance, Integrity Clubs and Transporters syndicates) in conformity with the United Nations convention against corruption and enhancing the coaching of anti-corruption units in the various Government Ministries, as

well as those of decentralized communities and enterprises as major projects.

While affirming that the Institution will handle matters tabled before it within the limits of the means at its disposal, the Chairman was categorical that capacity building for CONAC's human re-

sources on the quantitative and qualitative spheres would be carried out within the budgetary confines.

On the international scope, the implementation of conventions with other institutions fighting corruption for experience sharing and efficient collaboration is a priority.

« RESTONS SEREINS FACE AUX ADVERSITÉS »

Extrait du discours du Président de la CONAC à l'occasion de la cérémonie de présentation des vœux de nouvel an 2019.

L'année 2019 qui commence s'inscrit dans le contexte de l'entrée en vigueur du nouveau septennat du Président de la République, Son Excellence Paul Biya. Celle-ci s'est notamment traduite par la mise sur pied le 04 janvier 2019, d'une nouvelle équipe gouvernementale à laquelle il a rappelé, entre autres, sa volonté de poursuivre son combat contre la corruption, à l'occasion du Conseil Ministériel tenu le 04 janvier 2019, au Palais de la République. Sur le plan politique, cette année devrait être marquée par l'organisation d'élections législatives et municipales, voire régionales si nécessaire.

Dans le domaine de la gouvernance, nous notons d'une part l'entrée en vigueur de la loi n° 208/011 du 11 juillet 2018 portant code de déontologie et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun du 11 juillet



2018 et d'autre part la volonté des pouvoirs publics d'accélérer le processus de la décentralisation par un accroissement des compétences et des ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées.

Ce contexte interpelle la CONAC à plus d'un titre.

Notre Institution est à cet effet appelée à accentuer son appui au

Gouvernement pour une plus grande efficacité dans la lutte contre la corruption, en collaboration avec les autres organismes dédiés à cette tâche. Cela devrait notamment se traduire par une synergie d'actions avec les Cellules de Lutte Contre la Corruption et les autres Institutions de lutte contre cette gangrène (l'ANIF, le CONSUPE, TCS, etc).

Comme ce fut le cas en 2018, un dispositif de veille devra être mis sur pied à l'occasion des échéances électorales annoncées.

Nous allons également veiller, à travers des activités de prévention et des investigations, à ce que les ressources transférées aux Collectivités Territoriales Décentralisées soient gérées dans le strict respect de la réglementation en la matière

selon les missions qui nous sont dévolues par notre texte organique.

...Restons sereins face à cette adversité, la lutte contre la corruption n'étant pas un long fleuve tranquille, car les tigres et les mouches ne cesseront de rugir ou de s'agiter. C'est ce à quoi sont confrontées les structures de lutte contre la corruption de la plupart des pays d'Afrique et dans le monde quand la haute mafia est démantelée, avec tous les risques que cela comporte.

Si nous travaillons pour l'intérêt du peuple camerounais et dans le criante de Dieu, restons calmes car Dieu reste le Dieu de justice, loin de toute corruption possible.

Soyons fideles à notre serment qui nous « engage à remplir avec probité notre mission sans faveur ni haine et en toute indépendance, conformément à la constitution, aux lois et règlements de la République ... »

UPC OFFICIALS AT CONAC

The Chairman of CONAC on January 08, 2018, received in audience a delegation from the Union of the Populations of Cameroon (UPC) political party. The team, led by the party's Secretary General, Honourable BAPOOH LIPOT Robert, came to seek means through which the UPC party can contribute in the fight against corruption in Cameroon.

The National Anti-Corruption Commission, CONAC, will in the days ahead reinforce actions within political parties as Cameroon prepares to organise Municipal and Legislative Elections in 2019. The move, according to the Chairman of CONAC, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, is intended to guard against election fraud and other acts of corruption linked to the conduct of elections. He made the declaration on January 08, 2018, while receiving in audience a delegation from the Union of the Populations of Cameroon (UPC) political party.

The team, led by the party's Secretary General, Honourable BAPOOH LIPOT Robert, came to seek means through which the UPC party can contribute in the fight against corruption in Cameroon. The officials told the Chairman of CONAC that the UPC intends to combat corruption within its ranks and amongst its committees by creating anti-corruption units and by mobilising militants to



say no to corruption.

In this regard, they expressed the wish that CONAC should lend them a hand by providing technical support, notably the training of members of the anti-corruption units to be put in place and the provision of sensitisation material that

will help enhance the fight.

Rev. Dieudonné MASSI GAMS lauded the initiative and reassured the party leaders that CONAC will accompany them in their endeavour. He said political parties have direct contact with the population at all levels of society and thus can ef-

fectively contribute to the fight against corruption.

CONAC's Chairman said the move by the UPC party is most welcome as political parties, considered pillars of integrity in the National Anti-Corruption Strategy, are expected to spear the fight against

corruption in the country. He explained that CONAC will, in the days ahead, launch a campaign in a to engage political parties in the fight against corruption especially with the approach of Municipal and Legislative elections in Cameroon this year.



UNE DÉLÉGATION DE L'EFCC DU NIGÉRIA À LA CONAC

La mission, dépêchée à Yaoundé par Monsieur Ibrahim MAGU, Président de la Commission Nigérienne contre les Délits Economiques et Financiers (EFCC), avait pour but de rechercher les axes de renforcement de la collaboration avec la CONAC pour lutter contre la corruption et le détournement des fonds publics.

Sous la conduite du Directeur des Opérations M. Mohammed UMAR ABBA, l'équipe a tenu des séances de travail avec les responsables et le personnel de la CONAC. Au centre des échanges, figuraient des allégations concernant des fonctionnaires nigériens qui détournent les deniers publics au Nigéria et viennent se réfugier au Cameroun.

Au cour de l'audience avec le Président de la CONAC, M. UMAR ABBA a expliqué que des actions ont été menées récemment pour débusquer plusieurs suspects ayant détourné des fonds du trésor public au Nigéria. Les investigations ont permis de comprendre leur mode opératoire. Après leur forfait, ils s'envelopaient pour les pays voisins pour échapper à la justice. A la Commission Nigérienne contre les Délits Economiques et Financiers, on assure que les suspects cher-



chent à obtenir la nationalité de leur pays d'accueil pour couvrir leurs crimes. Le chef de mission a demandé à la CONAC d'être en alerte et de mener des investigations sur des nigériens résidant au Cameroun et qui cherchent à obtenir une autorisation de résidence au cours de cette période.

En retour, le Président de la

CONAC, le Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS, a demandé que tous les cas suspects soient rapidement transmis à la CONAC pour des investigations diligentes.

La délégation nigérienne a également attiré l'attention de la CONAC sur des mouvements suspects de transferts illicites de fonds du Cameroun vers le Nigé-



ria, avec pour objectif de manipuler et corrompre les électeurs dans la perspective de l'élection présidentielle de 2019 au Nigéria. Pour Mohammed UMAR ABBA, ces nigériens qui cherchent à influencer la conduite et les résultats des élections, doivent être arrêtés et rapatriés. De même, leurs comptes doivent être immédiatement bloqués.

Le Rév. Dr Dieudonné MASSI GAMS a rassuré ses hôtes quant à l'engagement de la CONAC à combattre la corruption et les détournements de fonds publics. Le blanchiment d'argent et la cybercriminalité ont fait également l'objet d'échanges entre la délégation nigérienne et les responsables de la CONAC.

ANTI-CORRUPTION AUTHORITIES WORLD-WIDE SAY THEY WOULD NOT RELENT

Meeting at the 10th Annual Conference and General meeting of the International Association of Anti-Corruption Authorities (IAACA) in Vienna, Austria, the anti-corruption fighters promised to share experiences and reinforce cooperation ties in a bid to roll back corruption in their different countries.

The 10th Annual Conference and General meeting of the International Association of Anti-Corruption Authorities (IAACA) took place in Vienna, Austria, from January 22 to 24, 2019 under the theme "15 years of the United Nations Convention Against Corruption (UNCAC): accomplishments and prospects". The confab presided over by the President of IAACA, Ali Bin Fetais Al-Marri in the presence of the Malaysian Prime Minister, Jun Mahitir Mohammed, brought together over 600 delegates from some 140 countries as well as leaders of some national, regional and international bodies.

The Chairman of the National Anti-Corruption Commission of Cameroon, Rev. Dr. Dieudonné MASSI GAMS, headed the delegation of five persons from Cameroon; two from the Ministry of Justice and three from CONAC. It was an occasion for the Chairman of CONAC to reinforce ties with the heads of other anti-corruption institutions.

Discussions at the conference focused on the role of UNCAC in achieving the 2030 sustainable development goals, education as the key tool in the prevention of corruption, promotion of integrity



Over 600 delegates took part in the Vienna meeting.



IAACA members say education is the key to preventing corruption.

in the public sector through asset declaration and the management of conflict of interest, as well as international cooperation and

asset recovery.

In the final declaration, IAACA members stressed on the value of education in the prevention of



The Chairman of CONAC with EFCC boss, Ibrahim Magu at the IAACA meeting.

corruption, the indispensable role played by IAACA in the implementation of the UNCAC, encouraged IAACA members to exchange information and best practices, as well as reinforce dialogue with Governments, civil society, academia and the private sector to fast track the fight against corruption.

Delegates also recommended that their governments should develop and implement appropriate legislative frameworks that will enable anti-corruption authorities and criminal justice institutions to have sufficient resources and independence to carry out their roles effectively and fairly.

IAACA was established in

2006 as an independent, non-political, anti-corruption organization, composed of institutions responsible for investigating, prosecuting and preventing corruption around the world. The objective of the Association is to promote the effective implementation of the United Nations Convention Against Corruption (UNCAC), foster constructive collaboration among its members in the prevention and control of corruption, as well as in asset recovery and international cooperation. Over 140 countries from all regions of the world participate in the Association through organizational and individual membership.

CONAC NEWSLETTER

Bulletin bilingue mensuel d'information de la Commission Nationale Anti-Corruption
Tél : 222 20 37 32 Fax : 222 20 37 30
Ligne Verte: 1517 / BP 33 200 Yaoundé
info@conac.cm, www.conac.cm

Directeur de Publication

Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Directeur de Publication

Délégué
Pr. François ANOUKAHA

Conseil Editorial

Rév. Dr. Dieudonné MASSI GAMS

Rédacteur en chef

Irene MORIKANG TCHE

Rédaction

Irene MORIKANG TCHE

Richard FEGUE EKANI, Benjamin FOUA EFFA,

Anselme NDOPATA, Jacques TCHENEM VANDOU,

William ITOE TITI, Miranda ATAM

Secrétariat

Eunice BIH F. AZIE

Sylvie VOUFACK

Simon Pierre NTAP

Impression
Régie / CONAC